



**Jeudi 25 novembre 1954,  
à 11 heures**

**New-York**

**SOMMAIRE**

	Page
Point 50 de l'ordre du jour:	
Juridiction criminelle internationale: rapport du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale (suite) .....	157

**Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR**  
(Cuba).

**POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Juridiction criminelle internationale: rapport du  
Comité de 1953 pour une juridiction crimi-  
nelle internationale (A/2645, A/C.6/L.340)  
[suite]**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. AMADO (Brésil) demeure convaincu qu'il n'est pas encore possible de créer une cour criminelle internationale dont l'activité puisse s'exercer de façon efficace. Il a soutenu la même opinion devant la Commission du droit international, dont il faisait partie.

2. Bien que le Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale ait étudié avec soin les difficultés d'ordre théorique et pratique que soulève la question, et qu'il ait fait à cet égard œuvre utile, il n'a pas été en mesure de jeter les bases d'une solution. Le Comité de 1953 ne peut être tenu pour responsable de cet échec; il est de fait impossible d'aboutir à une solution tant que le droit international et les relations entre Etats ne seront pas parvenus à un stade plus évolué.

3. L'orateur a été frappé du poids des arguments présentés par ceux qui s'opposent à la création d'une cour (A/2645, par. 17). On a fait valoir qu'une juridiction criminelle internationale, compétente à l'égard des individus, ne serait compatible ni avec le système actuel du droit international fondé sur les relations entre Etats, ni avec la structure de l'Organisation des Nations Unies. La cour ne peut fonctionner de façon efficace que si les Etats sont prêts à renoncer à une part de leur souveraineté; or, une telle renonciation est actuellement très peu probable. De plus, créer la cour avant de définir dans des conventions universellement reconnues le droit qu'elle appliquera, serait non seulement inopportun, mais aussi contraire au principe de l'universalité, en ce qui concerne la répression de crimes tels que la piraterie, et incompatible avec les traités d'extradition en vigueur. Le représentant du Royaume-Uni a souligné (426<sup>ème</sup> séance) les nombreuses difficultés d'ordre technique ou pratique auxquelles la cour se heurterait. Certains Etats ont montré peu d'empressement à soumettre leurs différends à la Cour internationale de Justice; ils en montreraient encore beaucoup moins à soumettre leurs propres ressortissants à la juridiction d'une cour criminelle internationale.

4. Les arguments présentés en faveur de la création d'une cour (A/2645, par. 18) sont extrêmement faibles. Les Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, qui étaient des tribunaux *ad hoc*, et la juridiction relative aux délits économiques dans la Communauté européenne charbon-acier ne constituent pas, comme on l'a prétendu, des précédents valables. Le représentant du Brésil a déjà signalé devant la Commission du droit international que, si les Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo ont rempli leur office et si leurs jugements ont été exécutés, c'est parce que les puissances alliées avaient, en raison de leur victoire totale, le même pouvoir souverain d'exécution que celui dont dispose une juridiction criminelle interne. Pour ce qui est de la juridiction économique régionale, les relations économiques qui existent actuellement entre les six pays de la Communauté ne peuvent se comparer à l'état actuel des relations politiques entre les divers Etats du monde.

5. Le Comité de 1953 n'a pas été en mesure de donner une réponse aux deux questions fondamentales que le représentant du Brésil a soulevées devant l'Assemblée générale, à sa septième session: celle de la compétence de la cour criminelle internationale et celle de l'assistance que les Etats doivent lui prêter. Les articles du projet révisé, comme le projet élaboré par le Comité de Genève, laissent sans réponse ces deux questions, que les Etats devront régler ultérieurement, conformément à une procédure déterminée. En s'efforçant ainsi de rendre le projet plus aisément acceptable, le Comité de 1953 a simplement repoussé la solution du problème à une date ultérieure, mais il est peu probable que les Etats soient à l'avenir plus disposés qu'ils ne le sont actuellement à prendre les engagements nécessaires. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation du Brésil votera en faveur du projet de résolution présenté par le Venezuela (A/C.6/L.340).

6. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) présente le projet de résolution qui fait l'objet du document A/C.6/L.340. Les deux premiers paragraphes du préambule s'expliquent d'eux-mêmes et n'appellent aucune remarque. Le troisième souligne le fait que l'Assemblée générale a renvoyé à sa onzième session l'examen de la question de la définition de l'agression ainsi que celui du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

7. Le quatrième paragraphe du préambule est le plus important. Il faut avoir présente à l'esprit l'évolution probable de la situation. Certaines délégations risquent peut-être de penser que la définition de l'agression, telle que la présentera le Comité spécial de 1956 pour la question de la définition de l'agression, sera aussitôt approuvée et adaptée au code, et que, par suite, la question d'une juridiction criminelle internationale se résoudra d'elle-même du jour au lendemain. Malheureusement, cette hypothèse est trop optimiste. La définition de l'agression, telle que la présentera le Comité spécial, pourrait bien être assez longue et demander

un examen prolongé. En outre, la Sixième Commission pourrait, en dernière analyse, décider d'adopter deux définitions, l'une de caractère politique, destinée à servir de guide aux organes politiques, l'autre de nature juridique, qui serait incorporée au code. Une simple déclaration générale de principes directeurs dans le code serait aussi peu appropriée qu'une définition générale de l'homicide dans un code pénal interne.

8. Le soin d'incorporer la définition définitive de l'agression au code sera, selon toute vraisemblance, confié à la Commission du droit international par l'Assemblée générale. Par la suite, cette commission soumettra le résultat de ses travaux aux gouvernements, qui procéderont à l'examen du nouveau texte. Cet examen sera nécessaire, car les gouvernements devront avoir le loisir d'étudier le code et d'envisager ses répercussions possibles sur la question d'une juridiction criminelle internationale. En supposant même que l'Assemblée générale approuve, au cours de la même session, la définition de l'agression et le projet de code, il serait inopportun qu'elle se mit aussitôt à examiner la question de la juridiction. La question de la cour criminelle internationale est de la plus haute importance, et l'on doit s'entourer de toutes les garanties possibles afin d'éviter une décision hâtive. On ne pourra se faire une opinion définitive que lorsque l'examen du code aura révélé la nature exacte des crimes dont la cour connaîtra. Il est donc indispensable que l'Assemblée générale, lorsqu'elle aura examiné le rapport du Comité spécial et le projet de code, attende quelque temps avant de reprendre l'examen de la question de la juridiction. En outre, si ces trois questions sont de nouveau inscrites à l'ordre du jour d'une seule session, la Sixième Commission risque de ne pouvoir s'attacher à d'autres questions importantes.

9. La présence du paragraphe 1 du dispositif dans le projet de résolution se justifie si l'on tient compte du fait que le Comité de 1953 était un organe spécial auquel non seulement les membres qui le composaient, mais aussi les gouvernements intéressés ont consacré beaucoup de temps et d'efforts. C'est à dessein que le libellé de ce paragraphe ne contient aucune remarque sur la qualité de l'œuvre accomplie, et l'on ne doit pas essayer d'y découvrir un sens particulier. Le paragraphe 2 du dispositif prévoit le délai de grâce qui, comme le représentant du Venezuela l'a indiqué à la séance précédente, sera nécessaire, lorsque la question de la définition de l'agression et le projet de code auront été examinés.

10. M. RÖLING (Pays-Bas) désire dissiper quelques malentendus auxquels a donné lieu la discussion relative au point précédent de l'ordre du jour de la Commission. Dans la déclaration qu'il a faite à la 424<sup>ème</sup> séance, il n'a pas voulu mettre sur le même pied le fait d'ôter la vie à douze coupables et le meurtre de plus de 12 millions d'innocents. Ce qu'il a dit — et ce qu'il pense toujours — c'est que l'absence de scrupules avec laquelle un Etat criminel cherche à satisfaire ses intérêts au mépris complet de la justice a trouvé son pendant dans l'absence de scrupules avec laquelle les puissances muées en accusateurs ont appliqué la justice au mépris complet des règles de droit relatives à la souveraineté de l'Etat. On l'a mal compris aussi lorsqu'il a dit que si les procès de Nuremberg n'étaient pas une étape dans le développement du droit international, ils seraient quelque chose de sinistre. Il est hors de doute que les personnes condamnées à ces procès ont

mérité leur sort; mais les procès ont établi un précédent, à savoir qu'après une guerre les vainqueurs ont le droit de créer un droit nouveau, fondé sur la conscience de l'humanité. A moins que le droit ainsi créé ne soit rendu obligatoire à l'avenir, le précédent de Nuremberg donnera simplement à chaque vainqueur un prétexte pour inventer un droit nouveau, obligatoire pour les vaincus mais pas pour lui, ce qui serait bien quelque chose de sinistre.

11. Pour M. RÖLING, il est indiscutable que le droit de Nuremberg, qui représente en somme une révolution, doit être codifié; mais il y a un danger: c'est que cette révolution soit trahie par les Nations Unies. Lors de la discussion relative au projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, le représentant des Etats-Unis, en particulier, a déclaré qu'il n'était ni possible ni opportun d'élaborer le code en ce moment, étant donné les divergences de vues qui existent entre les gouvernements, notamment en ce qui concerne l'étendue de leurs obligations en droit international (415<sup>ème</sup> séance). Comme la codification a précisément pour but de dissiper toute incertitude quant à l'étendue de ces obligations, M. RÖLING ne peut qu'en conclure que les Etats-Unis ne sont pas disposés à réaffirmer le droit de Nuremberg en pleine guerre froide. Pareille attitude semble incompréhensible de la part d'une grande nation agissant de bonne foi.

12. Si la codification du droit de Nuremberg est la conséquence nécessaire des procès de Nuremberg et de Tokyo, la création d'une cour criminelle internationale permanente n'est pas, à strictement parler, nécessaire. Le droit pénal international peut être appliqué soit par des tribunaux nationaux, soit par des tribunaux internationaux *ad hoc*. Cependant, les uns et les autres ont leurs inconvénients. Les tribunaux nationaux ne peuvent punir des délits dans lesquels sont impliqués les gouvernements nationaux, et une grande partie du projet de code est consacrée à ces délits; ils pourraient, d'autre part, n'être pas tout à fait impartiaux à l'égard des personnes qui relèveraient de leur juridiction. Quant aux tribunaux pénaux internationaux *ad hoc*, ils présentent les défauts inhérents à leur nature, que l'on a reprochés aux Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo.

13. Un tribunal pénal international permanent présenterait, lui aussi, des imperfections évidentes, puisqu'il serait le produit d'une communauté internationale imparfaite. Certains membres du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale ont estimé que s'il était impossible d'instituer un tribunal présentant toutes les qualités de stabilité, de permanence, d'indépendance, d'efficacité et d'universalité, mieux vaudrait n'en instituer aucun, car il serait inutile, pour ne pas dire dangereux, de créer un tribunal de qualité inférieure. La délégation des Pays-Bas s'associe aux membres de la Commission qui ont pensé que c'est manquer de réalisme que d'exiger la perfection à ce stade primitif des relations internationales, et que, toutes les institutions juridiques ayant besoin de temps pour se développer, il conviendrait de créer un tribunal, si modeste qu'il soit, et de lui donner l'occasion d'accroître son autorité.

14. La comparaison que l'on fait souvent entre les institutions judiciaires nationales et les institutions judiciaires internationales que l'on se propose de créer n'est pas toujours justifiée. En droit pénal, il serait plus exact de comparer la situation internationale

actuelle avec celle que l'on trouvait dans les divers pays d'Europe il y a mille ans, à l'époque où l'ordre légal à l'intérieur d'un Etat ne s'appuyait pas encore sur un pouvoir central indiscuté. Un tribunal pénal institué au XIIème siècle en Islande, par exemple, où de puissantes familles nobles étaient à peu près souveraines, a été, au début, impuissant devant les forts et seulement capable d'appliquer la loi contre les faibles. Il n'en a pas moins été le point de départ d'un développement du droit et de l'ordre. Un tribunal pénal international que l'on instituerait aujourd'hui serait, de même, imparfait; mais il pourrait être à l'origine du développement de l'idée de juridiction criminelle et finir par triompher contre la puissance pure. L'essentiel est de commencer.

15. La juridiction criminelle internationale a atteint un stade de développement encore moins avancé à l'égard des individus qu'à l'égard des Etats. Pour l'instant, elle n'existe que sur le plan régional, où les divergences d'intérêt ne sont pas aussi marquées que sur le plan mondial; au surplus, elle n'existe que pour des questions extrêmement délimitées, comme c'est le cas dans la Communauté européenne charbon-acier. Il n'y a pas encore de tribunal mondial permanent chargé de juger les individus accusés de crimes internationaux. Les tribunaux *ad hoc* créés à Nuremberg et à Tokyo par les vainqueurs d'une lutte dont le pouvoir était l'enjeu ont été sévèrement critiqués pour leur partialité et parce que seuls les vaincus ont été traduits devant eux.

16. Même le tribunal pénal international que l'on envisage ne pourrait actuellement être chargé de juger les vainqueurs comme les vaincus. En l'absence d'un Etat mondial, il est impossible de lui attribuer une compétence obligatoire. Nombre d'Etats sont toujours opposés à l'idée même de juridiction criminelle internationale. Ainsi, l'URSS a soutenu que cette juridiction violerait la souveraineté de l'Etat. Parmi les raisons qui font considérer ces deux concepts comme incompatibles, on peut citer les suivantes: 1) une des fonctions de l'Etat souverain consiste à protéger ses ressortissants contre les puissances étrangères; l'Etat ne pourrait donc pas permettre que ses ressortissants soient jugés par un tribunal étranger; 2) les individus jugés par un tribunal pénal international le seraient ordinairement pour s'être faits les exécutants de la politique de l'Etat dont ils sont les ressortissants: l'Etat ne voudra pas s'exposer au risque de voir sa politique condamnée par un organe investi d'une haute autorité, et se réservera le droit d'interpréter lui-même ses obligations internationales; 3) le tribunal devrait s'en remettre aux Etats intéressés pour la remise des accusés et la production des preuves, actes qu'un Etat hésitera peut-être à accomplir si son opinion publique y est hostile.

17. Par conséquent, il ne serait possible d'instituer actuellement un tribunal pénal international qu'avec une juridiction purement facultative. On peut naturellement se demander si, malgré ces imperfections inévitables, il vaudrait quand même la peine de l'instituer. La délégation des Pays-Bas le croit. L'évolution de la juridiction criminelle nationale montre que les institutions judiciaires ne sont pas parfaites dès le début, mais qu'il leur faut du temps pour se développer et atteindre à la perfection. Le tribunal pénal international devrait être établi dans l'espoir et avec la conviction qu'il suivra une évolution semblable. Sa création

impliquerait l'adoption d'une jurisprudence qui pourrait servir de norme au monde entier; le nouveau tribunal aurait ainsi la faculté de rendre, ne serait-ce que dans des limites étroites, des décisions en matière de droit pénal international, et le droit pénal international s'en trouverait par cela même fortifié.

18. Il résulte avec évidence du présent débat et de la décision qui a été prise au sujet du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité que la discussion relative à la juridiction criminelle internationale sera renvoyée. Le Gouvernement néerlandais désire voir consigner au procès-verbal qu'il est favorable à la création d'un tribunal pénal international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

19. M. SPIROPOULOS (Grèce) rend hommage au Comité de 1953 et à son rapporteur pour les efforts qu'ils ont déployés. La délégation grecque approuve pleinement les observations que la délégation française a présentées sur la juridiction criminelle internationale (427ème séance). Elle partage également les craintes qu'ont exprimées les représentants du Royaume-Uni et du Brésil, selon lesquelles il serait peut-être imprudent de se lancer dans un si grand projet tant qu'une atmosphère plus favorable ne s'est pas créée.

20. Pour ces raisons, la délégation de la Grèce appuiera le projet de résolution présenté par le Venezuela (A/C.6/L.340).

21. Cependant, étant donné qu'une définition de l'agression ne manquera pas de figurer dans le code des crimes, on peut parfaitement, au paragraphe 2 du dispositif, supprimer les mots "le rapport du nouveau Comité spécial chargé de la question de la définition de l'agression, ainsi que". En deuxième lieu, dans le même paragraphe, le sens de l'expression "aura examiné" n'est pas assez précis; le texte serait plus clair si l'on remplaçait les mots "aura examiné" par les mots "aura adopté".

22. M. BRUNER (Yougoslavie) rappelle que le point de vue de la délégation yougoslave sur tous les aspects de la question de la juridiction criminelle internationale a été exposé en détail tant à la septième session de l'Assemblée générale qu'au Comité de 1953. La délégation yougoslave maintient toujours ce point de vue et estime que la situation internationale générale ne permet pas un examen hâtif de la question. Le fait qu'elle ait participé aux travaux du Comité de 1953 n'a nullement engagé la Yougoslavie, et la délégation yougoslave partage l'opinion de ceux qui désirent ajourner l'étude de la question jusqu'à ce que la situation se prête mieux à un examen fructueux de la question.

23. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) convient que la suppression que propose le représentant de la Grèce ferait disparaître un membre de phrase inutile. Dans son intervention précédente (426ème séance), M. Pérez Perozo a déclaré en effet qu'il ne serait pas nécessaire de mentionner à nouveau la définition de l'agression. Ce membre de phrase n'a été introduit que parce que certains représentants, en particulier le représentant du Canada, à la 427ème séance, ont insisté sur l'importance de cette question.

24. Quant à la deuxième modification que propose le représentant de la Grèce, la délégation du Venezuela a voulu s'inspirer de la teneur du projet de résolution ajournant l'examen du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. En remplaçant les

mots "aura examiné" par les mots "aura adopté", la délégation du Venezuela risque d'être accusée de chercher à ajourner indéfiniment l'examen de la question. De plus, le code des crimes sera peut-être adopté non pas par l'Assemblée générale, mais par une conférence de plénipotentiaires. Pour ces raisons, le texte actuel semble préférable, mais la délégation du Venezuela ne s'opposera pas au deuxième amendement proposé par la Grèce si l'ensemble des membres de la Commission s'y montre favorable.

25. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) espère que la Commission conservera l'expression "aura examiné", au paragraphe 2 du projet de résolution. En employant les mots "aura adopté", la Commission préjugerait l'attitude de l'Assemblée générale, laquelle pourra, en effet, décider soit de ne pas adopter le code, soit de réunir une conférence chargée d'élaborer une convention à ce sujet.

La séance est levée à 12 h. 40.